

Texte de 4^e de couverture

DANS la plupart des études sur l'histoire de la scolarisation en France, les débats d'idées sur l'école ou l'action de l'État dans la mise en œuvre de politiques volontaristes occupent une place prépondérante. Ce livre renverse la perspective en étudiant les conditions matérielles et financières de création d'écoles, ainsi que le rôle des villes dans le développement des diverses formes de scolarisation en France aux XIX^e et XX^e siècles.

Cette recherche sur la politique scolaire de la ville de Nantes, de 1830 à 1940, montre ainsi que les villes disposent d'une certaine autonomie tout au long du XIX^e siècle et développent un point de vue sensiblement différent de celui de l'État. L'histoire des établissements scolaires locaux suggère que le « centralisme » de l'enseignement en France doit être nuancé et que les types d'écoles créées à l'initiative des villes sont très variés (cours du soir, écoles primaires supérieures, écoles techniques).

On voit aussi que la définition de l'offre d'enseignement, en particulier par les créations d'établissements, tient beaucoup, au moins jusqu'au début du XX^e siècle, à l'action des responsables locaux. Leurs réalisations apparaissent comme le résultat d'un arbitrage par rapport aux autres dépenses qui incombent aux villes, et aussi comme des décisions favorables à tel type d'entreprise scolaire plutôt qu'à tel autre. À Nantes, il s'agit principalement de développer des écoles à caractère « technique », qui répondent au souci des élus de former une main-d'œuvre qualifiée, ayant assimilé les découvertes utiles des sciences et de l'industrie.